



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Coopération décentralisée - Soutien à deux projets de promotion de l'assainissement et de réutilisation des eaux usées traitées à Fatick (Sénégal) et Hébron-Tubas (Palestine) - Conventions de financement - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Si Montpellier a des jumelages et projets de coopérations sur chaque continent, Montpellier est également une ville résolument tournée vers l'Afrique. Les diasporas africaines qui y vivent et qui constituent plus de 65% des étrangers résidant dans la commune, sont dynamiques, organisées et contribuent au rayonnement du territoire dans leurs pays d'origine, avec lesquels elles entretiennent des liens forts. Le choix fait par l'Etat en 2021 de Montpellier comme territoire d'accueil du Nouveau Sommet Afrique-France était une reconnaissance de cette identité montpelliéraine comme terre d'accueil et de diversité. Montpellier s'est pleinement investie dans cette trajectoire de redéfinition de la relation de la France au continent africain, faite de respect et d'enrichissement mutuel et de mise en valeur des forces de la société civile africaine.

Montpellier est bien déterminée à ce que cette dynamique de redéfinition des liens au territoire africain se prolonge et s'ancre dans la durée. C'est pour faire vivre cette promesse et pour continuer à développer les liens entre l'Europe, la France et l'Afrique, que Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi décidé :

- D'une part, de poursuivre le travail entamé pendant le Nouveau Sommet Afrique-France, en organisant à l'automne 2023, la première édition de la biennale Europe Africa à Montpellier. Ce forum permettra tous les deux ans à Montpellier, la rencontre entre les territoires et les citoyens africains et européens autour des thématiques que sont : la préservation de la ressource en eau, la culture et les Industries Culturelles et Créatives (ICC), le développement économique, le sport, et la coopération universitaire ;
- D'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à confirmer la poursuite de deux programmes de coopération décentralisée : l'un avec Fatick, au Sénégal et l'autre avec le gouvernorat de Hébron et Tubas en Palestine ; programmes objets de la présente délibération.

I- Le projet de coopération dans la zone de Fatick (Sénégal)

Ce projet vise à la mise en œuvre d'un programme de coopération pour la valorisation des ressources en eau issues de l'assainissement pour une réutilisation à usage agricole.

Dans une zone en déficit de ressources en eau potable et en eau douce telle que celle de Fatick, Montpellier Méditerranée Métropole a conduit une étude en 2021 et 2022 (délibération n° M2021-235) au côté de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick et avec comme partenaires, une ONG de l'Occitanie, l'ACAD, et une entreprise du territoire, le bureau d'étude DV2E qui agit au titre de sa politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

L'objectif de l'étude était de :

- Faire un état des lieux de la Ville de Fatick et de ses environs ;
- Étudier la réutilisation des eaux usées traitées et des matières de vidange à des fins agricoles ;
- Faire l'état des lieux des activités et pratiques agricoles irriguées en lien avec la gouvernance foncière dans la zone rurale aux environs de la Ville de Fatick ;
- Faire une proposition de programmation des actions à engager dans la deuxième phase de la coopération.

Les résultats ont permis :

- D'établir qu'une importante quantité d'eau provenant des différentes infrastructures situées sur la Ville (usine de traitement de l'eau, eaux pluviales) est évacuée en mer en plus des eaux de la station de traitement des eaux usées ;
- D'identifier deux zones comme potentiels réceptacles de la réutilisation des eaux ;
- De constater que les boues séchées en sortie de station sont identifiées et acceptées par les agriculteurs comme fertilisant pour les cultures ;
- De constater que populations et professionnels (agriculteurs, vidangeurs) interrogés dans le cadre de l'étude sont particulièrement enthousiastes ;

- De constater que les rejets de la station sont actuellement trop limités pour poursuivre en l'état un projet de réutilisation de l'eau traitée, situation qui résulte du nombre insuffisant de connections des ménages au réseau d'assainissement de Fatick (635 branchements sur 2000 prévus) ;
- De constater l'interdépendance des communes autour de la gestion des questions d'accès à l'eau et à l'assainissement et donc la nécessité de se coordonner pour permettre la mise en place de solutions adaptées à la fois pour répondre aux besoins d'assainissement de la population de la zone en général, mais également de permettre la réutilisation des eaux pour un usage agricole.

C'est pourquoi, sur la base d'expériences de mise en place d'associations de communes appelée « *Entente* », déjà engagées avec d'autres collectivités locales de la région, il a été envisagé par l'Agence Régionale de Développement de Fatick et les élus des différentes communes de favoriser la mise en place d'une intercommunalité.

La phase 2 du projet de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale de Développement de Fatick prévoit les activités suivantes :

Renforcement des capacités de la future Entente Intercommunale

Renforcement des capacités techniques, juridiques et financières autour des thèmes liés aux questions de l'usage de l'eau, de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées traitées par des échanges d'expériences entre les élus et les techniciens des deux collectivités : Montpellier Méditerranée Métropole et l'Entente, dans le cadre des missions d'échanges entre les territoires.

Extension du taux de raccordement des ménages au réseau d'assainissement

La Ville de Fatick, capitale régionale, présente un grand gap dans le secteur de l'assainissement liquide. C'est à partir de 2015 seulement, grâce à un financement de la BAD (Banque Africaine de Développement) qu'un premier réseau d'évacuation des eaux usées (tous les quartiers ne sont pas couverts) a été construit avec une station d'épuration (STEP) qui déverse l'eau traitée en mer. Mais, dans le cadre de l'étude diagnostic, il a été établi qu'il n'y a pour le moment que 635 connexions à ce réseau sur un total de 2000 prévus. Beaucoup de quartiers et de maisons restent encore confrontés à des problèmes d'assainissement liquide relatifs aux eaux usées. Par ailleurs, l'objectif principal visé par ce projet, la réutilisation des eaux usées, a besoin d'une quantité suffisante d'eau provenant de la STEP qui ne peut être obtenue qu'en étendant la connexion aux 1400 ménages restants : un résultat qui permettrait de satisfaire l'amélioration du niveau d'accès à l'assainissement liquide de la ville et de faire de la réutilisation des eaux usées un outil majeur pour l'irrigation agricole.

Une fois le dossier d'appel d'offre élaboré, conformément au Code des marchés publics (sénégalais) et tout en tenant compte des exigences /conditions du mode de gestion financière de la coopération, une consultation sera lancée pour choisir une ou plusieurs entreprises qui devront réaliser les travaux.

Action de sensibilisation/information auprès de la population potentiellement touchée par le programme

En amont, les travaux de raccordement des ménages au réseau collectif de collecte des eaux usées nécessitent un travail de communication, d'information et même de formation pour assurer l'appropriation, la participation de ces derniers et la durabilité du service attendu du réseau : intervention d'un technicien de l'ARD chargé de l'Information en amont sur le programme de connexion au réseau/sensibilisation à l'hygiène/de suivi des bénéficiaires post-travaux.

Etude de mise en œuvre du projet pour la réutilisation des eaux non conventionnelles

Caractériser les eaux non conventionnelles identifiées pour développer un projet opérationnel ; un projet de résilience à l'urgence climatique des producteurs ruraux pourrait démarrer dans le court terme au niveau de la zone d'étude. Des actions d'assistance technique et de concertation avec les producteurs des ressources non conventionnelles identifiées (ONAS, industriel) mais aussi les utilisateurs (agriculteurs représentés par un comité) pour mettre en place un cadre de responsabilités pour la gestion durable du service et l'exploitation des ressources.

Au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Les diasporas du territoire, notamment l'association des sénégalais de l'Hérault (ASH), sera associé à ce projet, à travers la sensibilisation et les échanges d'expériences sur le territoire de la Métropole, particulièrement dans les milieux scolaires ;
- L'expertise des agents de la Métropole et de la Régie des Eaux, notamment en matière de ressource en eau agricole, sera valorisée au titre du projet ;
- L'IRD et le CIRAD seront également associés aux différentes étapes du projet, notamment au Sénégal par le biais d'échanges d'expertises, mais aussi sur le territoire de la Métropole où ces deux instituts bénéficient d'une reconnaissance internationale.

Le projet est présenté par le partenariat ACAD/DV2E et s'inscrit dans la continuité de la première phase présentée ci-dessus. L'organisation présentée est la suivante :

- Porteur du projet : Montpellier Méditerranée Métropole, Agence Régionale de Développement de Fatick et l'Entente Intercommunale de la zone centre de Fatick ;
- Maîtrise d'ouvrage : ACAD/DV2E ;
- Maîtrise d'ouvrage locale : l'Entente Intercommunale de la zone centre de Fatick ;
- Partenaires locaux : Agence Régionale de Développement de Fatick.

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans soit 36 mois, il débutera en 2023 et se terminera en 2026.

Le coût total du projet est estimé à 374 147€ TTC avec les bailleurs ci-dessous :

- Mairie de Fatick : 14 000 € ;
- Bénéficiaires : 6 000 € ;
- DV2E RSE : 4 500 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 105 000 € ;
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : 244 647 €.

Il est proposé une participation à ce financement à hauteur de 28% par Montpellier Méditerranée Métropole soit 105 000 € ou 35 000 €/an

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ACAD ainsi que la signature d'une convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Entente Intercommunale de la zone centre de Fatick.

II- Le projet de coopération dans les Gouvernorats d'Hébron et de Tubas (Palestine)

C'est un projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), visant à la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées.

Dans ces deux gouvernorats, Hébron et Tubas, en Palestine, la situation hydrique est très tendue : les ressources en eau sont limitées et avec un accès contraint : ces ressources sont essentiellement souterraines, peu de ressources en eau de surface sont disponibles. Parallèlement, la demande en eau est croissante. En matière d'eau potable : les deux gouvernorats font face à une croissance démographique forte et à une évolution des styles de vie. Mais la demande en eau pour des usages agricoles augmente également, l'agriculture étant l'activité principale dans cette zone.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour participer au financement d'une démarche de gestion intégrée de la ressource en eau à l'échelle locale. Il s'agit d'une nouvelle approche pour la période 2023-2026 et qui concerne la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) comme point d'appui à la dynamique de GIRE à l'échelle locale :

- La REUT comme intégratrice des problématiques principales de l'eau en Palestine : eau potable-assainissement-eau agricole ;
- Les intercommunalités à but spécifique (Joint Water and Wastewater Services Councils) comme institutions locales opérationnelles ;

Deux territoires sont visés :

- A Kharas dans le Gouvernorat d'Hébron ;
- A Tayassir dans le Gouvernorat de Tubas.

Les objectifs globaux de ce projet sont les suivants :

- Augmenter les revenus des ménages ruraux de Cisjordanie ;
- Diminuer la pollution des milieux liée aux eaux usées ;
- Améliorer la situation sanitaire des ménages ruraux.

Plus spécifiquement il s'agit de :

- 1- Renforcer les capacités de gouvernance et de gestion participative des ressources en eau dans les deux territoires :
 - Création d'un comité technique de développement de l'assainissement et de la REUT dans chacun des 2 territoires ciblés ;
 - Sensibilisation et formation des comités techniques sur les thématiques GIRE et REUT ;
 - Elaboration d'un plan de développement de l'assainissement et de la REUT pour chacun des 2 territoires ciblés ;
 - Organisation d'ateliers de concertation territoriale publique sur les schémas d'assainissement et de REUT ;
 - Renforcement des capacités du partenaire OSC palestinien à la vulgarisation de la GIRE et la REUT auprès de la population ;
- 2- Promouvoir des solutions d'assainissement collectif auprès des ménages, dans les deux territoires ciblés :
 - Programme de sensibilisation des populations des 2 territoires ciblés à l'importance de l'assainissement collectif ;
 - Elaboration d'un plan pour le développement de l'investissement et l'intensification du réseau ;
 - Appui au montage de dossier de financement pour la réalisation des travaux du réseau collectif et pour le raccordement des ménages ;
- 3- La réutilisation agricole des eaux usées traitées (REUT) est développée :
 - Amélioration du fonctionnement des deux STEP existantes dans les territoires ciblés ;
 - Développement des infrastructures de distribution des eaux usées traitées en sortie des STEP ;
 - Mise en place d'une gestion pérenne par les usagers des eaux usées traitées ;
 - Appui aux agriculteurs à la valorisation efficace des eaux usées traitées ;
 - Développer la réutilisation agricole des eaux usées traitées (REUT) dans les 2 territoires ciblés.

Au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole, il est prévu que la Régie des eaux soit associée à ce projet, notamment par la mobilisation d'une expertise en matière d'assainissement et de gestion de station d'épuration, par la facilitation de voyages d'études en France de délégations palestiniennes et par la participation à la capitalisation du projet. L'expertise des agents de la Métropole notamment en matière de ressource en eau agricole sera valorisée au titre du projet. La Chaire partenariale EACC : Eau, Agriculture et Changement climatique de l'Institut Agro et INRAE sera également associé aux différentes étapes du projet. Enfin, les associations notamment de solidarité autour de la Palestine présentes sur le territoire seront conviés aux divers échanges, en lien avec le projet,

Le projet est présenté par l'ONG Experts Solidaires et s'inscrit dans la continuité d'actions engagées par Experts Solidaires dans cette région de Palestine. Ils proposent l'organisation suivante :

- Porteur du projet : Joint Service Council de Toubas et Joint Service COUncil du Nord Hébron ;
- Assistance à Maitrise d'ouvrage : Experts Solidaires ;
- Maitrise d'œuvre locale : ONG Al-ard ;
- Partenaires locaux : Palestinian Water Authority, ministère de l'Agriculture ;
- Partenaire français : Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD).

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans soit 36 mois, il débutera en 2023 et se terminera en 2026.

Le coût total du projet est estimé à 853 566 € TTC avec les bailleurs ci-dessous :

- Agence Française de Développement : 278 000 € ;
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : 300 566 € ;
- Région PACA : 50 000 € ;
- Région Occitanie : 50 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 30 000 € ;
- Commune des Mées : 2 000 € ;
- Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (mécénat de compétence) : 13 000 € ;

- Experts Solidaires (valorisation d'expertise) : 80 000 € ;
- Agriculteurs bénéficiaires : 50 000 €.

Il est proposé une participation à ce financement à hauteur de 4,3 % par Montpellier Méditerranée Métropole soit 30 000 € soit 10 000 €/an.

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et Experts Solidaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ACAD pour le projet au Sénégal ;
- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Entente Intercommunale de la zone centre de Fatick pour le projet au Sénégal ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et Experts Solidaires pour le projet en Palestine ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232152-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention Cadre Montpellier 3M-Entente de Fatick.doc
- VF CONVENTION FINANCIERE ACAD.doc
- Convention Palestine Experts solidaires 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.